

Déclaration de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'issue du déjeuner de travail avec le Premier ministre grec, M. Andreas Papandreou, Athènes, vendredi 10 février 1984.

Je reprendrai la présentation de M. Papandreou au point où il l'a laissée, ne voulant pas répéter ce qui va de soi, c'est-à-dire l'excellence des relations entre nos deux pays, entre nos deux gouvernements, et les relations d'amitié qui m'unissent au chef du gouvernement hellénique. Cela crée assurément des conditions utiles, mais aussi très agréables, pour des rencontres comme celles-ci. Et puis, cela nous permet d'aller directement au fait. Nous avons donc pu en deux heures parler d'abord du sujet initial de mon voyage à Athènes, je veux dire la préparation du Conseil européen de Bruxelles le 19 mars. Ensuite, comme il vient d'être dit, nous avons évoqué divers problèmes de caractère international.

- Pour la préparation du Conseil Européen de mars, je me livre pour l'instant à un tour d'horizon, mais avec une photographie aussi précise que possible, pour savoir ce qui peut relever de l'accord dans les positions contraires des uns et des autres.

- Mon travail a été considérablement facilité dans cette ville même, à Athènes, lors du dernier Conseil européen à `6 décembre 1983`, car tous les éléments positifs, y compris ceux qui n'ont pas abouti, ont quand même été débattus. De ce débat, je peux plus aisément retenir ce qui était proche d'aboutir pour appliquer l'attention des différents partenaires sur ce qui était resté trop éloigné. Si nous avions eu un jour de plus à Athènes, on aurait fait encore un grand chemin.

- Cela dit, le rendez-vous n'ayant pas été conduit jusqu'à son terme, les dix pays d'Europe auront-ils, en l'espace de trois mois, l'audace et la sagesse de dominer leurs différends ? C'est toute la question, et je ne préjuge rien, j'entends simplement poser à chacun le problème dans sa réalité, en transmettant également les vœux et les positions des autres. Je laisse au demeurant le Conseil des ministres et les conseils spécialisés faire leur travail qui est de mettre en oeuvre le résultat de ces conversations. Je laisse, cela va de soi, la Commission `européenne` faire son travail, elle en fait beaucoup. Ce sont tous ces éléments réunis qui créeront, je l'espère, les conditions d'une sérieuse avancée.\

Et, parmi ces éléments, il y a ceux que j'ai recueillis aujourd'hui, à Athènes, grâce à la conversation que je viens d'avoir avec le chef du gouvernement, mon ami, Andreas Papandreou.

- Il n'y a pas de grands mystères. Il a surtout attiré mon attention sur le memorandum grec, déjà soumis à l'attention des participants du Conseil européen d'Athènes, et dont les éléments ont été retenus, avec cet aspect très important pour ce pays qu'on appelle, toujours dans ce langage un peu technocratique, les programmes intégrés méditerranéens. C'est-à-dire qu'au travers de l'élargissement attendu à l'Espagne et au Portugal, un certain nombre de décisions vont être prises dans les pays méditerranéens, sur le sol desquels se trouvent des productions similaires. Mais il y a aussi des problèmes spécifiques à la Grèce, presque indépendants de l'élargissement.

- Nous avons parlé de cela et, naturellement, du problème du lait. Il y a des pays qui sont de très gros producteurs avec des moyens industriels plus qu'agricoles, et il y a des pays qui sont restés agricoles. Si l'on se réfère à la définition du Traité de Rome, on constate en fait que ce sont plutôt les pays restés agricoles avec des exploitations familiales qui ont à payer pour la surproduction des autres. Mais ces derniers pays ont aussi des arguments, c'est-à-dire leur efficacité, leur pesée à la baisse sur les prix à la consommation. Voilà. tout cela se rencontre et il était normal que les

... les bases sur les points de convergence. Mais, tout cela est renforcé et il est évident que les dirigeants grecs montrent à quel point c'était pour eux les problèmes principaux, étant entendu qu'ils n'isolent pas les problèmes et ne font pas du lait ou des programmes intégrés toute la politique. Mais puisque l'on parle de la réussite du Marché commun cela en fait partie.

- J'ignore ce que seront les positions des uns et des autres finalement. Mais tout cela fait partie du grain à moudre que je rapporte dans mon sac de voyageur, et que je verse dans le fond commun du grain non moulu. On ne sait pas trop encore quelle farine cela donnera.

- Voilà, je n'ai rien d'autre à ajouter. Ceux des journalistes qui ont bien voulu faire le voyage en même temps que moi, savent que j'ai déjà rencontré le Chancelier allemand "Helmul Kohl", le Premier ministre britannique "Margaret Thatcher", le Premier ministre des Pays-Bas `Rudolphus Lubbers`, le Premier ministre de Luxembourg `Pierre Werner`, et que je continuerai la semaine prochaine avec les autres pays de la Communauté `CEE`.\

QUESTION.- (au sujet du décès de M. Andropov)

- LE PRESIDENT.- Je l'ai appris moi-même à l'issue de mon voyage à Athènes. Et je pouvais supposer, comme tous ceux qui recevaient les informations, que ce moment était proche.

- Ce que j'exprimerai c'est d'abord les condoléances que doit la France à l'Union soviétique, à son gouvernement, à son peuple, et ce qu'il doit à la famille de M. Andropov.

- Au-delà des débats politiques, souvent sévères, toujours sérieux, je n'oublie jamais qu'il a existé, qu'il continue d'exister entre le peuple russe et le peuple français une histoire riche et forte de luttes en commun dans les moments décisifs, et cette donnée de l'histoire est pour moi toujours déterminante dans mon appréciation.

- Je n'ai pas connu M. Andropov directement. Beauoup de témoignages assurément me sont parvenus sur sa personnalité, qui m'a toujours semblée très forte, facteur éventuel de stabilité dans la conduite des affaires publiques, autorité personnelle faite de connaissance des dossiers et de véritable culture. On ne peut que déplorer qu'un homme mis en mesure d'accomplir son ation la voie ainsi interrompue et que la maladie d'abord, puis la mort n'aient pas permis le développement des politiques qui, on peut le supposer, dépendent plus d'un collège ou d'une collectivité, d'instances collectives, que d'un seul homme.

- C'est donc des condoléances que j'exprime à-partir d'Athènes à l'intention du peuple soviétique, et j'aurai certainement l'occasion de renouveler de façon officielle et par les canaux normaux ces sentiments dès mon retour à Paris, avec un espoir, puisque la vie des nations dépasse celle des individus, que nous sachions, l'Union soviétique et la France, entretenir et développer des relations utiles sur le -plan bilatéral, mais aussi pour la paix dans le monde. De ce point de vue, je n'ai rien d'autre à ajouter, sinon que, déjà avant la mort de M. Andropov, certaines dispositions me semblaient devoir être prises dans ce sens. Il serait tout à fait dommage pour le monde que le changement du premier responsable d'Union soviétique puisse laisser supposer de nouvelles difficultés. A mon sens, il n'y a pas lieu de le croire.\